



Chers collègues,

ne laissons pas la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche poursuivre tranquillement son chemin législatif ! Pour s'informer et discuter

AG lundi 12 octobre à 12h15 (présentiel détails à venir + distanciel [ici](#))

**MANIFESTATION Mardi 13 Octobre à Paris
14h30 à Jussieu- 13h30 au RER Orsay ville**

**à l'occasion du passage du texte de la LPR au sénat
(des préavis de grève ont été déposés)**

Il y a urgence ! En effet, le nouveau gouvernement Castex a décidé d'accélérer le passage de la loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche. Cette loi renforce la précarité des personnels et la recherche sur projets (celle qui a jugé l'étude des coronavirus non rentable).

Les prises de positions contre ce texte se multiplient. Ainsi, dans un avis voté avec le score sans appel de 161 voix pour, et une abstention, le **CESE (conseil économique, social et environnemental) dénonce sur le fond le projet Vidal :**

Avec un effort de recherche qui stagne depuis le début des années 1990 à ~2,2 % du PIB, le CESE fait le constat du décrochage français au regard de la plupart des grandes puissances économiques. Par ailleurs, la baisse progressive des crédits de base à la faveur de crédits concurrentiels prépondérants, voire quasi-exclusifs, menace le bon fonctionnement du monde de l'ESR. Pourtant, cet effort est crucial pour conduire les mutations profondes, notamment environnementales et numériques, auxquelles nous sommes confronté.e.s. Il est

en outre difficile d'envisager une réindustrialisation du pays sans un investissement plus important du secteur industriel dans la R&D.

Vous trouverez ici un [résumé](#) qui développe quelque peu les motivations annoncées ci-dessus et donne la liste des **18 propositions du CESE pour une LPPR digne de ce nom**, dont :

- calculer les subventions des universités en tenant compte de la réalité de l'ensemble des besoins
- favoriser un modèle de coopération entre équipes de recherche
- un plan exceptionnel de recrutements de l'ordre de 5 000 à 6 000 emplois par an pendant cinq ans

On peut aussi signaler la **tribune de l'assemblée des directions de laboratoires** <https://adl.frama.site/> , signée par les directeurs de plus de 800 labos, dont une trentaine sur le périmètre Paris-Saclay, et qui elle aussi dénonce le fond de la LPPR (financements par projets, « CDI » de mission, tenure tracks...)

* Pour rappel, les manifestations ne sont pas interdites par la limite de 10 personnes en zone rouge+, d'autre part il est scientifiquement établi que les contaminations en milieu ouvert sont rarissimes